

■ ENVIRONNEMENT 11 Mai 2017

Cleantech: les start-up se cachent pour grandir

PAR FABRICE DELAYE Bilan a obtenu en exclusivité le premier panorama des start-up actives dans les technologies environnementales en Suisse. Il révèle un paradoxe qui va devenir un enjeu crucial lors du prochain vote sur la stratégie énergétique 2050.



Créé par Richard Pfister, Proxipel a conçu une unité mobile de production de pellets à partir de biomasse.
(Crédits: Vanina Moreillon)

A en croire le premier panorama des start-up du secteur des cleantechs en Suisse que vient de réaliser **Cleantech-Alps**, l'organisme qui promeut ce secteur en Suisse occidentale, la politique a une influence particulièrement prononcée sur cette branche émergente de notre économie.

Sa sortie étant prévue pour fin mai, ce rapport en veut pour preuve, le rythme annuel de création de ces start-up. Il a doublé après 2011 et la décision de sortir du nucléaire. Ses auteurs observent aussi que depuis 2015 et les doutes sur la stratégie énergétique qu'adoptera - ou pas - le pays le 21 mai prochain il a ralenti. Surtout en ce qui concerne les énergies renouvelables.

Un secteur sensible politiquement

Les cleantechs englobent, en effet, tant les start-up du photovoltaïque ou de l'éolien que celles actives dans l'efficacité énergétique ou les réseaux électriques intelligents. Or, toutes seront impactées par le choix offert aux électeurs le 21 mai prochain. Cependant, d'autres dynamiques sont aussi à l'œuvre. Elles offrent d'importants débouchés dans des secteurs qui apparaissent comme autant de forces de la Suisse: traitement de l'eau et recyclage des déchets, par exemple. A quoi le secrétaire général de Cleantech-Alps, Eric Plan, ajoute des domaines émergents telles que l'écomobilité, les matériaux avancés ou les agritechs.

Reste qu'au bout du compte, ce premier rapport sur les jeunes pousses cleantechs suisses révèle un paradoxe. Depuis 2006, 208 start-up se sont créées dans ce secteur qui sont toujours actives. Elle ne se portent généralement pas mal. Eric Plan estime à moins de 10% les faillites, acquisitions ou projets mis en sommeil sur la période. Géographiquement, le canton de Vaud abrite 61 start-up «vertes», suivi par Zurich avec 44. Il y en a 16 en Valais, 10 à Genève, 8 à Fribourg et autant à Neuchâtel et 4 dans le Jura.

Une partie de l'explication est peut-être que comme le souligne le rapport, «les cleantechs ne se résument pas à la simple utilisation de technologies innovantes qui ménagent les ressources. Elles traduisent une attitude, des réflexes et un art de vivre qui amènent les individus et les entreprises de toutes les branches à agir en préservant les ressources naturelles.» Les difficultés financières des cleantechs ont ainsi une origine en partie culturelle. Il y a encore très peu d'investisseurs qui tiennent compte de l'impact environnemental même si comme les lecteurs du **Bilan en kiosque cette semaine** le découvriront la situation change. C'est d'ailleurs l'un des enjeux du vote du 21 mai sur la stratégie 2050 qui peut en fonction du résultat accélérer ce changement ou le stopper.

Des savoir-faire spécifiquement helvétiques

Dans tous les cas, le secteur des jeunes pousses cleantechs suisses survivra à cette votation parce que le panorama met aussi en avant un certain nombre de forces propres à ce secteur en Suisse. D'abord «depuis les années 2000 et plus particulièrement au cours des dix dernières années, la Suisse a construit un environnement d'accompagnement professionnel pour les jeunes pousses. » Ensuite parce que comme l'observe Eric Plan, «ces start-up se développent dans des domaines qui vont bien au-delà des énergies renouvelables. »

Steve Jobs plutôt que Bertrand Piccard?

Collectivement, ces start-up ont levé 191 millions de francs pour se financer depuis 2006. Ce n'est pas négligeable, mais Eric Plan souligne que le manque de financement est bien la difficulté numéro un. «Les capital-risqueurs souhaitent des retours dans les 3 à 5 ans alors que les investissements cleantechs demandent souvent des infrastructures assez lourdes et des projets pilote assez longs», explique-t-il. Il ne cache pas que le secteur a pu aussi décevoir. «A cause de cette question d'image, des sociétés développant des applications de traitement de l'eau communiquent désormais comme étant des start-ups biotechnologiques tandis que d'autres commercialisant des logiciels pour le secteur de l'énergie ou la mobilité douce se qualifieront de start-ups informatiques.»

Bref, l'étiquette «verte» fait moins recette que celle du «high-tech». Un paradoxe pour un pays réputé pour sa propreté et qui affirme sortir du nucléaire et se veut modèle sur la question climatique dans la foulée de ses pionniers comme Bertrand Piccard avec SolarImpulse ou Raphael Domjan avec PlanetSolar.

Une partie de l'explication est peut-être que comme le souligne le rapport, «les cleantechs ne se résument pas à la simple utilisation de technologies innovantes qui ménagent les ressources. Elles traduisent une attitude, des réflexes et un art de vivre qui amènent les individus et les entreprises de toutes les branches à agir en préservant les ressources naturelles.» Les difficultés financières des cleantechs ont ainsi une origine en partie culturelle. Il y a encore très peu d'investisseurs qui tiennent compte de l'impact environnemental même si comme les lecteurs du [Bilan en kiosque cette semaine](#) le découvriront la situation change. C'est d'ailleurs l'un des enjeux du vote du 21 mai sur la stratégie 2050 qui peut en fonction du résultat accélérer ce changement ou le stopper.

Des savoir-faire spécifiquement helvétiques

Dans tous les cas, le secteur des jeunes pousses cleantechs suisses survivra à cette votation parce que le panorama met aussi en avant un certain nombre de forces propres à ce secteur en Suisse. D'abord «depuis les années 2000 et plus particulièrement au cours des dix dernières années, la Suisse a construit un environnement d'accompagnement professionnel pour les jeunes pousses. » Ensuite parce que comme l'observe Eric Plan, «ces start-up se développent dans des domaines qui vont bien au-delà des énergies renouvelables. »

Le rapport identifie 44 jeunes entreprises actives dans la production et la distribution d'énergies renouvelables et 19 dans l'efficacité énergétique. Mais il y en a aussi 62 dans la protection des ressources naturelles dont un tiers dans le traitement de l'eau. 32 proposent des solutions pour les transports, souvent liés à l'éco-mobilité et 13 des nouvelles technologies pour l'agriculture, en général pour diminuer l'emploi de produits chimiques.

«Dans le traitement de l'eau, on peut même parler de filière historique, poursuit Eric Plan. Des start-up comme **Aqua4D**, **Gjosa** ou **Ensy** déploient des technologies d'optimisation développée à l'origine pour les besoins suisses sur des marchés émergents. Là où les économies et la qualité de l'eau sont critiques comme en Afrique et en Amérique latine. » De même, il relève une accélération des créations d'entreprises dans le domaine de l'éco-mobilité et du recyclage des déchets qui prolongent des savoir-faire déployés récemment en Suisse afin de répondre à de nouvelles contraintes. Un coup sonde auprès de ces entreprises montrent d'ailleurs leur forte orientation internationale.

C'est d'ailleurs peut-être à ce niveau que ce panorama pêche un peu. S'il est exhaustif (et pratique) sur la situation suisse en recensant tous les acteurs de l'écosystème, il y manque une comparaison internationale. «Ce sera pour la prochaine édition», promet Eric Plan